L'histoire régionale en Bourgogne

De la tradition savante à la valorisation culturelle : universitaires,
érudits et amateurs

*Landesgeschichte in Burgund, von der Tradition der Geschichtsvereine zur
Valorisierung der Kulturgüter: Hochschullehrer, Geschichtsvereinmitglieder*

Annie Bleton-Ruget et Philippe Poirrier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1459>

DOI : 10.4000/alsace.1459

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2007

Pagination : 73-102

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Annie Bleton-Ruget et Philippe Poirrier, « L'histoire régionale en Bourgogne », *Revue d'Alsace* [En ligne],
133 | 2007, mis en ligne le 30 octobre 2011, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1459> ; DOI : 10.4000/alsace.1459

Annie BLETON-RUGET, Philippe POIRRIER

L'histoire régionale en Bourgogne De la tradition savante à la valorisation culturelle : universitaires, érudits et amateurs

L'approche de l'histoire régionale qui est ici proposée prend en compte l'intégralité du moment historique retenu pour le colloque. Elle tente de saisir les inflexions de ce domaine d'étude en l'inscrivant dans l'évolution du « fait régional », des années 1950 aux reconfigurations contemporaines de la problématique territoriale. Le choix de placer cette analyse au croisement de pratiques savantes et culturelles relevant de différentes instances relève du souci de prendre en considération des changements globaux qui ont pesé sur l'écriture de l'histoire régionale, telles la structuration de l'enseignement et de la recherche universitaire dans les années 1960 et 1990, l'évolution de l'environnement culturel avec la création des Directions Régionales des Affaires Culturelles et la mise en place de l'Inventaire des richesses de la France en 1964, ou encore l'émergence de politiques culturelles locales depuis les lois de décentralisation de 1982.

Le croisement de l'histoire régionale produite par le monde universitaire dijonnais et de celle émanant des sociétés savantes conduit à observer les modalités d'organisation des champs respectifs, les méthodologies historiques qui y sont à l'œuvre ainsi que la circulation des acteurs et des contenus. Dans ce dispositif trois temps peuvent être individualisés, selon une chronologie qui porte la marque des spécificités locales par rapport aux évolutions nationales. A la forte proximité des années 1950-1960, succèdent à partir des années 1970 des éloignements inégalement représentés selon les périodes historiques considérées. Depuis une quinzaine d'années des reconfigurations complexes ont ramené les universitaires sur le terrain local, parfois à l'encontre des pratiques de l'histoire érudite.

Les années 1950-1970 : le temps de la proximité

Dès le lendemain de la Seconde Guerre mondiale et pendant les dix années qui ont suivi, le cas bourguignon offre l'originalité d'une grande proximité entre l'histoire

régionale universitaire et celle produite par les sociétés savantes. Cette proximité est le fruit de dispositifs institutionnels remontant à l'entre-deux-guerres, voire à la veille de la Première Guerre mondiale, du partage de la même conception de l'histoire régionale et de la présence sur le terrain d'acteurs susceptibles d'assurer les liens nécessaires, ne serait-ce que par la concentration des fonctions.

La trajectoire d'Henri Drouot illustre parfaitement cette configuration. Né en 1886, disciple du moderniste Henri Hauser – à un moindre degré de Lucien Febvre – et de Joseph Calmette¹, Henri Drouot accède assez tardivement à l'Université : agrégé d'histoire et de géographie en 1920, il est ensuite nommé à Colmar, Besançon et Strasbourg. De retour à Dijon en 1925, il enseigne pendant dix-sept ans au lycée Carnot. En 1934, il remplace temporairement Gaston Roupnel à la faculté des Lettres. En 1938, un an après avoir soutenu sa thèse sur *La Ligue en Bourgogne*², il est nommé « chargé de cours ». Le premier octobre 1942, il succède enfin à l'auteur de *Nono* et de *l'Histoire de la campagne française*³. Très tôt, Henri Drouot collabore étroitement avec les sociétés savantes locales : membre de la Société bourguignonne de géographie et d'histoire en 1910, il en devient le secrétaire deux ans plus tard. Cette même année, il est élu associé résidant de la Commission archéologique de la Côte-d'Or, section de l'Académie des sciences, arts et belles-lettres. Lors de la réorganisation des sociétés dijonnaises, en avril 1923, il entre à l'Académie, en qualité de membre non résidant. Trois ans plus tard, il en devient membre résidant avant d'occuper, à partir de 1945, le poste de vice-président⁴. Deux de ces initiatives illustrent bien la place tenue par Henri Drouot dans la société culturelle locale comme médiateur entre l'Université et le champ académique. En 1924, dans les colonnes du *Mercur de France*, il trace un programme idéal qui tend, en s'appuyant sur l'exemple de l'Académie de Dijon, à dégager les finalités contemporaines de l'institution académique. La ligne de fond de ce véritable manifeste vise à redonner à l'Académie « son rôle dans la vie collective » de la cité mais aussi de la région – ce texte est contemporain des projets sur l'institution régionale – toute entière. Mais « intervenir [...] dans les débats publics avec la double autorité de la compétence et de l'indépendance » ne doit pas faire oublier son action « pour l'étude des siècles révolus » : constituer par exemple un musée historique à

1) Rappelons qu'au début du siècle la présence à la faculté des Lettres de la ville d'historiens tels que Louis Stouff (à Dijon de 1891 à 1930), Arthur Kleinclausz, Joseph Calmette, Henri Hauser (1902 à 1916) et Lucien Febvre (1912 à 1914) constitue l'ébauche d'une « école d'histoire ». (Nous empruntons cette dernière expression à un élève de ces années-là : Henri Drouot).

2) L'édition de la thèse principale de doctorat ès-lettres soutenue à la Sorbonne avec comme sous titre Contribution à l'histoire des provinces françaises a été présentée en librairie sous le titre : *Mayenne et la Bourgogne. Etude sur la Ligue. 1587-1596*, Paris, Picard, 1937, 454 p. et 527 p. La thèse complémentaire *Notes sur la Bourgogne et son esprit public au début du règne d'Henri III. 1574-1579* a été éditée sous le titre *La première Ligue en Bourgogne et les débuts de Mayenne. 1574-1579. Notes*, Dijon, Bernigaud et Privat, 1937, 196 p.

3) Sur le rôle de Roupnel : BLETON-RUGET (Annie) et POIRRIER (Philippe) (dir.), *Le temps des sciences humaines. Gaston Roupnel et les années trente*, Paris, Editions Le Manuscrit, 2006. Collection « Maison des Sciences de l'homme de Dijon ».

4) Voir les différentes notices nécrologiques : BOUCHARD (Marcel), Henri Drouot (1886-1955), *Annales de Bourgogne*, 1955, p. 134-151 ; DAVID (Henri), Henri Drouot, historien de l'art, *Annales de Bourgogne*, 1955, p. 220-227 et RICHARD (Jean), Henri Drouot, historien de la Bourgogne, *Annales de Bourgogne*, 1956, p. 73-79.

l'image de Toulouse et de Strasbourg et surtout sensibiliser l'opinion publique à l'intérêt de conserver le patrimoine artistique du passé. Pour atteindre ces objectifs, l'Académie doit se donner des outils (bibliothèques, publications), des méthodes (travail collectif) et des structures (fédération régionale des sociétés savantes). Ainsi les académies de province pourraient jouer un rôle de « conseil régulier » auprès des autorités politiques et notamment en guidant les pas des municipalités sans pour autant se substituer à l'Université. Au-delà de la présentation du programme de réorganisation des sociétés savantes dijonnaises impulsé alors depuis trois ans, ce texte, fa-

vorablement commenté localement, montre bien une des préoccupations majeures de son auteur et la vision qu'il se fait du rôle des sociétés locales : une action intégrée dans la vie du temps présent et la défense et mise en valeur du patrimoine local⁵.

On retrouve dans une large mesure cette conception lorsqu'il s'agit des recherches historiques. A l'image de son maître Joseph Calmette⁶, Henri Drouot est un fervent partisan d'une histoire locale mais qui, s'appuyant sur la richesse des dépôts

Gaston Roupnel (1872-1946)
Romancier (*Nono*, 1910) - Journaliste, historien

5) Drouot (Henri), Régionalisme et académies. Le réveil et l'avenir de l'Académie de Dijon, *Mercure de France*, 15 février 1924, p. 90-111, citations respectivement p. 96, 99 (2x) et 102.

6) Joseph Calmette avait, avant la guerre, à plusieurs reprises témoigné son intérêt pour cette question : voir *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1905-1906 et La question de l'histoire provinciale et l'exemple de la Bourgogne, *Annales de Perpignan*, janvier 1909.

provinciaux d'archives, permet d'éclairer et de renouveler certains aspects de l'histoire générale⁷. Le lancement d'une revue avant la création d'un Centre d'Etudes Bourguignonnes (CEB) concrétisent en partie cette ambition. Tenant compte de l'échec de la *Revue de Bourgogne*, Henri Drouot – il avait participé à la rédaction de cette revue depuis sa création en 1911 jusqu'en 1914, et en était même devenu rédacteur en chef lors de la dernière année de parution en 1926 – entreprend de doter la Bourgogne d'un périodique historique⁸. Les *Annales de Bourgogne* naissent en 1929. Il en assume la rédaction et René Durand, successeur d'Albert Mathiez à la faculté des Lettres, l'administration pendant les cinq premières années⁹. Conçue dès avant la guerre cette revue se donne un programme ambitieux tant dans ses attendus géographiques que chronologiques : la Bourgogne au sens large – du Duché à la Généralité –, en passant de la Bourgogne à l'Etat burgondo-flamand du XV^e siècle, sans oublier les ordres monastiques nés en terre bourguignonne (Cluny et Cîteaux). Elle se place sous un double patronage : celui de l'Université et celui – « un autre patronage nécessaire » souligne de manière significative son fondateur¹⁰ – de l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Dijon. Les premières livraisons illustrent cette dualité en proposant des articles signés par des universitaires (Arthur Kleinclausz, Louis Stouff) mais aussi par des académiciens (Maurice Chaume, Charles Oursel, Pierre Perrenet et Gabriel Jeanton). La composition du comité local de direction et de rédaction traduit de même cet « appel aux travailleurs des deux origines » : Louis Stouff, Gaston Roupnel, René Durand, Pierre Petot et Georges Chabot voisinent entre autres avec Charles Oursel, Maurice Chaume et Jacques Laurent¹¹. La poursuite de la publication de la revue pendant la Seconde Guerre mondiale et la création en 1945, dans le cadre de la faculté des Lettres, du Centre d'Etudes bourguignonnes institutionnalisent davantage

7) Voir notamment Le problème du régionalisme, *Revue de Bourgogne*, 1925, p. 197-200 et Centres nationaux et historiens locaux, *Annales de Bourgogne*, 1945, p. 297-304.

8) De 1891 à 1914, l'université de Dijon avait publié la *Revue bourguignonne*. Les conséquences économiques et sociales de la Grande Guerre étaient responsables de l'arrêt de cette publication trimestrielle. En 1928 cependant, l'université lance les *Publications de l'Université de Dijon*. Comme jadis la *Revue bourguignonne*, elles publient des études rédigées par les enseignants des différentes facultés et écoles constituant l'université dijonnaise. DURAND (René). Les « *Publications de l'Université de Dijon* », *Annales de Bourgogne*, 1929, p. 161-162).

9) Henri Drouot, professeur au lycée Carnot, avait sollicité René Durand dès 1928. Ce dernier, suppléant de Mathiez lorsque celui-ci quitta Dijon pour la Sorbonne en 1927, offrait aux futures *Annales* son propre réseau de relation. Il obtint le patronage de l'Université et rencontra l'adjoint aux finances de la municipalité Gaston-Gérard qui promit l'aide financière de la ville : dès le budget supplémentaire de l'exercice 1930 puis au budget ordinaire de 1931, la municipalité attribua 1000 francs à la revue (voir *Bulletin municipal*, 15 décembre 1930). René Durand partageait par ailleurs en grande partie les conceptions d'Henri Drouot sur les liens nécessaires avec les sociétés locales : il préside avec dynamisme aux destinées du comité départemental de la Côte-d'Or d'histoire de la Révolution et est élu membre résident de l'Académie en 1933.

10) DROUOT (Henri), René Durand en Bourgogne (1927-1934), *Annales de Bourgogne*, 1948, p. 231-236.

11) Sur le programme et la composition du Comité de la revue : voir A nos lecteurs, *Annales de Bourgogne*, 1929, p. 7-10, citation p. 9.

encore le programme initial des *Annales* et renforcent les liens déjà existants entre la chaire d'Histoire de Bourgogne et les institutions locales¹².

Du côté des sociétés savantes, dont les activités ont été parfois suspendues ou interdites, le retour aux institutions républicaines achève de rétablir les échanges entre universitaires et érudits au sein de l'Association bourguignonne des sociétés savantes. Créée en 1914, dans le ressort géographique de la Bourgogne « historique », cette fédération rassemble au début des années 1950 31 sociétés implantées de la Haute-Marne à la Saône-et-Loire en passant par l'Yonne et le « Nivernais »¹³. Présidée à partir de 1945 par Jules Toutain, normilien, agrégé d'histoire, professeur à l'Ecole des Hautes Etudes et directeur des fouilles d'Alésia depuis 1922, elle a pour fonction d'organiser les rencontres entre les sociétés partenaires à l'occasion de congrès où se croisent érudits et universitaires¹⁴, d'encadrer la recherche des amateurs selon les principes qui sont ceux de la Société française des

12) DROUOT (Henri), Un Centre d'Etudes Bourguignonnes, *Annales de Bourgogne*, tome XVII, fascicule 1, mars 1945, p. 66-67. En projet depuis le printemps 1944, le Centre d'Etudes bourguignonnes est officiellement créé par décret le 7 mars 1945. « Bureau d'initiative, d'information et de liaison », c'est un institut universitaire habilité à délivrer des diplômes d'études bourguignonnes. La liaison avec les institutions locales est même stipulée dans l'article 1^{er} du texte constitutif : « en relations étroites avec les institutions intellectuelles régionales : Association bourguignonne des sociétés savantes, académies, musées, Ecole nationale des Beaux-Arts ».

13) Association bourguignonne des sociétés savantes, *bulletin n°25*, mai 1945, nouvelle série. Voir annexe n°1. A noter que deux sociétés nivernaises, la Société nivernaise des lettres, sciences et arts et la Société académique du Nivernais appartiennent également à la Fédération des sociétés savantes du Centre, alors que la Société scientifique et artistique de Clamecy relève de l'ABSS.

14) Voir annexe 2 : liste des congrès et colloques de l'Association bourguignonne des sociétés savantes.

historiens locaux¹⁵ et d'aider concrètement à la réalisation de leur programme : faire, grâce à l'histoire régionale, « une histoire nationale profonde, celle des hommes, de la vie et de la pensée qui furent et évoluèrent au cours des siècles »¹⁶. C'est ainsi, tout naturellement, que l'activité de l'Association bourguignonne des sociétés savantes et des sociétés qui la composent trouve un écho dans les pages des *Annales de Bourgogne* et que son président entend montrer leur rôle dans le travail scientifique au moment où ce dernier fait l'objet d'une nouvelle organisation¹⁷.

Parmi les sociétés membres de l'Association bourguignonne des sociétés savantes, l'une d'entre elles illustre de manière exemplaire les liens entre l'université et le monde érudit. Il s'agit de la Société d'histoire du droit et des institutions des anciens pays bourguignons, romands et comtois. Créée en 1934 par Georges Chevrier et François Dumont et alors présidée par Ernest Champeaux, cette société occupe une place importante au sein du dispositif¹⁸. Plus encore que l'histoire monographique ou l'archéologie, l'histoire du droit offre en effet en Bourgogne un lieu d'affinités particulières entre les universitaires et des érudits dont la culture juridique est parfois un legs familial, en tout cas la manifestation d'une aspiration à la distinction savante. Approchée à travers les pratiques sociales que régulent les coutumes locales, l'histoire du droit telle que l'entendent la Société d'histoire du droit et les congrès de l'Association bourguignonne des sociétés savantes, où lui est réservée une place spécifique, contribue à entretenir de manière durable dans les années 1950 et 1960 une conception globalisante de l'histoire, encore très proche de celle des *Annales d'histoire économique et sociale* de l'entre-deux-guerres. Significative encore de cette même inspiration est la présence massive et tardive du folklore et de la dialectologie dans les congrès de l'ABSS et dans les pages des *Annales de Bourgogne*¹⁹. C'est sous la plume d'un magistrat érudit, secrétaire de l'ABSS, Albert Colombet, que l'on y trouve la

15) Au lendemain du conflit, cette société dont le siège est à la bibliothèque Joseph Déchelette de Roanne, voit entrer dans son comité scientifique, sous la présidence de Lucien Febvre, Robert Dauvergne, alors Bourguignon, et Paul Lebel, directeur du Musée archéologique de Dijon, *Annales de Bourgogne*, 1945, p. 217-218.

16) Sous la plume d'Henri DROUOT, *Annales de Bourgogne*, 1946, p. 300.

17) Dans les pages des *Annales de Bourgogne* des années 1950-1960, les sociétés savantes font l'objet d'une grande attention dans la rubrique « Le travail. Centres et Organisations » à un moment où le débat sur leur fédération ou leur fusion est à l'honneur, *Annales de Bourgogne*, 1945, p. 297-300. La question des liens entre « Centres nationaux et historiens locaux » est aussi souvent examinée, notamment à travers les relations avec le Centre des travaux historiques et les interrogations à propos du CNRS. Dans la filiation des débats ouverts dès le XIX^e siècle entre « provincialisme et centralisme » [cf. CHALINE (Jean-Pierre)], *Sociabilité et érudition. Les sociétés savantes en France XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Editions du CTHS, 1998, chapitre VIII), les sociétés savantes bourguignonnes restent attachées à leur autonomie et « au cadre des provinces et des régions plus qu'à celui des académies du ministère de l'Education nationale, les provinces et les régions étant du point de vue de la vie et des idées, surtout lorsqu'il s'agit d'histoire, des entités reconnues et plus fortes que les dites académies », *Annales de Bourgogne*, 1952, p. 208-209.

18) Sur l'histoire de cette société, voir RICHARD (Hugues), Sociétés savantes et histoire du droit. La Société d'histoire du droit et des institutions des anciens pays bourguignons, franc-comtois et romands, dans *Deux siècles de sociétés savantes*, Colloque de l'ABSS, Sens, 1994, Actes publiés par la Société archéologique de Sens, Sens, 1996.

19) Depuis 1938, l'Académie des sciences, arts et belles-lettres a créé une commission de linguistique et de folklore.

collecte et la défense des traditions populaires de Bourgogne après la mort en 1943 du folkloriste Gabriel Jeanton. En 1953 Albert Colombet devient le directeur d'une publication régionale, *Pays de Bourgogne*, revue de vulgarisation de « l'esprit bourguignon », dans laquelle se rencontrent souvent les mêmes plumes que dans les *Annales de Bourgogne*²⁰.

Après la disparition d'Henri Drouot en 1955, les liens entre l'histoire régionale des universitaires et celles des sociétés savantes se maintiennent en Bourgogne, en s'infléchissant cependant autour de nouvelles orientations qui donnent à la dimension méthodologique et archivistique de la recherche un poids renforcé. A l'échelle nationale, l'heure est à la

production d'outils (inventaires d'archives et de musées, catalogues de bibliothèques, recensions bibliographiques) et l'histoire régionale telle qu'elle est pratiquée en Bourgogne semble encore en phase avec l'historiographie nationale²¹.

A partir des années 1960, cet infléchissement est porté en Bourgogne par Jean Richard et, autour de lui, par le réseau des archivistes, conservateurs de bibliothèques et de musées, dont la présence n'est pas rare à l'université lorsqu'il faut encadrer l'arrivée

20) Cet attachement des historiens du droit de l'université de Bourgogne à l'histoire régionale reste aujourd'hui sensible. Jean Bart, professeur d'histoire du droit, secrétaire puis président de la SHDB fait partie du comité de rédaction de *Pays de Bourgogne*.

21) On trouvera dans Paul Leuilliot, membre de la VI^e section de l'EPHE, très lié à la Société académique du Nivernais, le défenseur tardif de ces méthodes de travail et de cette coopération encore lointainement inspirées des méthodes de la Commission des recherches collectives, voir notamment Problèmes de la recherche : Pour une politique des sociétés savantes, *Annales ESC*, 1965, p. 315-326 et Défense et illustration de l'histoire locale, *Annales ESC*, 1967, p. 154-177 ; Histoire locale et politique de l'Histoire, *Annales ESC*, 1974, p. 129-150.

plus massive des étudiants en histoire et histoire de l'art. Né en 1921, conservateur des archives départementales de la Côte-d'Or, Jean Richard succède à Henri Drouot à la faculté des Lettres comme à la tête des *Annales de Bourgogne*. A deux générations d'écart, l'itinéraire de cet archiviste-paléographe, ancien pensionnaire de l'Ecole française de Rome (1943-1945 et 1947), ne manque pas de rappeler celui de son prédécesseur. Si la communauté historienne internationale retient essentiellement ses travaux sur l'Orient latin et les croisades²², c'est sa thèse sur *Les ducs de Bourgogne et la formation du duché du XI^e au XIV^e siècle*, publiée en 1954, qui marque définitivement son emprise sur l'historiographie bourguignonne contemporaine. Cette forme d'histoire doit beaucoup à la tradition érudite transmise par l'Ecole nationale des Chartes, et s'oppose, dans la même conjoncture, à une autre historiographie, celle des *Annales ESC*, parfaitement représentée par la thèse de Georges Duby : *La société aux XI^e et XII^e siècles dans la région mâconnaise* (Thèse de Lettres, Paris, 1952, Armand Colin, 1953).

Figure marquante de l'historiographie bourguignonne – il est l'auteur d'une bibliographie de plus de 200 titres consacrés à la Bourgogne²³ et dirige le volume consacré à la même province chez Privat (1978) –, Jean Richard est aussi une personnalité de l'institution universitaire. Doyen de la faculté des Lettres lors de la crise de mai 1968, qu'il gère assez adroitement, et président de l'Assemblée constitutive de la nouvelle université, il échoue pourtant, en janvier 1971, à l'élection du premier président de l'Université de Dijon²⁴, devancé par une femme, maître de conférences de surcroît et doyen de la faculté des Sciences depuis 1969, Madame Moret-Bailly. Malgré cet échec sans doute imputable, au-delà de considérations politiques, à ses liens avec l'ancienne structure universitaire, « le doyen Richard » garde jusqu'à sa retraite en 1988 un poids considérable au sein de la nouvelle UER (puis UFR) des Sciences humaines²⁵. Mais c'est sans aucun doute sa présence active dans le cadre des sociétés savantes et associations locales qui lui confère une place centrale au sein de la société culturelle dans les domaines qui touchent au patrimoine, et qui lui vaut de perpétuer à lui seul la tradition du lien entre l'université et le monde érudit. Au début des années quatre-vingt

22) Outre la présidence depuis 1980 de la *Society for the Study of the Crusades and the Latin East*, plusieurs publications en portent le témoignage : particulièrement trois volumes dans la prestigieuse collection Variorum reprints – *Orient et Occident au Moyen Age. Contrastes et relations (XII^e-XV^e)* en 1976, *Les relations entre Orient et Occident au Moyen Age : études et documents* en 1977 et *Croisés, missionnaires et voyageurs : les perspectives orientales du monde latin médiéval* en 1983 – ou encore la biographie de *Saint-Louis : roi d'une France féodale, soutien de la terre sainte*, Paris, Fayard, 1983. De même, lorsqu'en 1989, la Société des historiens médiévistes de l'enseignement supérieur tira le bilan de l'historiographie médiévale française, Jean Richard fut chargé du chapitre sur *Les croisades, les Etats latins et l'Asie médiévale* (dans *L'histoire médiévale en France. Bilans et perspectives*, Paris, Seuil, 1991. p. 346-348).

23) Jean Richard est notamment l'auteur de *l'Histoire de la Bourgogne* de la collection Que-Sais-je ? (1957 et rééditions). Un relevé de la composition des jurys (depuis 1955) de thèses consacrées à la Bourgogne pré-révolutionnaire montre également son omniprésence.

24) CICHOCKI (Christophe), *L'enseignement universitaire à Dijon. 1722-1991*, université de Bourgogne, maîtrise d'histoire, 1991, p. 80-87.

25) Lors de l'éclatement des quatre facultés en seize UER, Jean Richard obtient que le Centre d'Etudes et de Recherches Bourguignonnes (CERB), héritier du CEB, soit élevé au rang d'UER. En 1987, lors d'une phase de centralisation du pouvoir universitaire, le CERB, structure diminuée et peu active, sera réintégré à l'UFR des Sciences humaines.

dix, il est, avec Pierre Gras (membre résidant depuis avril 1945), le plus ancien membre résidant de l'Académie : son élection remonte en effet au 11 juillet 1945. Cette permanence symbolise parfaitement la place de Jean Richard au sein de l'institution académique²⁶. L'Académie dijonnaise lui confie sa présidence de 1971 à 1981 puis sa vice-présidence de 1990 à 1994. De même, il préside, depuis 1968, aux destinées de la Société Eduenne, sise à Autun. Membre correspondant de l'Institut depuis 1970, il est élu en 1987 parmi les dix membres « libres » de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres : cette reconnaissance académique apparaît bien comme le couronnement d'une carrière. Signe de son poids au sein de la société culturelle locale, la *Tabula Gratulatoria* qui accompagne cet hommage peut se lire, au-delà de la présence des personnalités de la capitale, comme un véritable annuaire des élites culturelles dijonnaises²⁷.

Après la disparition d'Henri Drouot, il avait constitué, avec Pierre Gras, directeur de la bibliothèque municipale de Dijon, le comité de rédaction des *Annales de Bourgogne*. Jusqu'au début des années quatre-vingt dix il a dirigé la revue en lui

26) Liste académique au 31 décembre 1988, *Mémoires de l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Dijon*, 1987-1988, t. 128, p. 21-45.

27) *Remise de l'épée à M. Jean Richard à l'occasion de son élection à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, Dijon-Quétigny, Darantière, 1989, 59 p., *Tabula Gratulatoria*, voir p. 53-60.

gardant sa dualité originelle – contrairement aux *Annales du Midi* ou à la *Revue du Nord* davantage tournées depuis les années soixante vers les réseaux universitaires²⁸.

Cette permanence des cadres institutionnels dans lesquels s'est écrite l'histoire régionale en Bourgogne depuis la Seconde Guerre mondiale est incontestablement un facteur favorable au développement et à l'accueil de nouvelles sociétés savantes, en dépit des craintes souvent exprimées sur la raréfaction du public érudit, des difficultés rencontrées pour assurer la publication des conférences et des études, ou encore des tensions engendrées par la gestion des renouvellements de génération²⁹. Les années 1950-1960 montrent une vitalité qui ne se dément pas et de nouvelles créations voient le jour, sur un même modèle d'érudition locale, tandis que la région fait l'objet d'investissements scientifiques venus de l'extérieur³⁰. Si les dénominations des associations n'ont pas forcément changé avec la présence de nouvelles sociétés des « Amis de... », inspirées des Amis des Arts de l'entre-deux-guerres, encore faut-il souligner la présence à leur tête d'instituteurs militants de la cause de l'éducation populaire aux côtés des notables locaux. Des destinées personnelles qui les ont conduits du côté de la Résistance et de la défense des valeurs républicaines les amènent à reconvertir leurs convictions dans l'éveil de leurs concitoyens à la connaissance de l'histoire et du folklore de leur petite patrie, comme prélude à l'ouverture à une histoire générale. A Romenay, petit village de la Bresse de Saône-et-Loire qui avait en 1937 prêté son musée pour le Centre rural de l'Exposition internationale³¹, Albert Barthélémy, membre d'un mouvement de résistance rattaché aux MUR, crée en 1952 une Association des Amis du vieux Romenay qui rejoint l'ABSS et, selon les règles des sociétés savantes, publie un bulletin *Le Romenayou*. Dans le même département de Saône-et-Loire, à Verdun-sur-le Doubs, c'est un enseignant à Villeurbanne³², communiste, Félix Brunand qui met sur pied en 1957 un Groupe d'études historiques verdunois, étape

28) TREBITSCH (Michel), Les revues régionales, *Sources, Travaux historiques*, 1990, n° 21, p. 60-66.

29) En Bourgogne, c'est dans le domaine de l'archéologie, récemment institutionnalisée par une réglementation plus contraignante des fouilles (lois de 1941 et 1945), que ces interrogations sont les plus vives, autour de Paul Lebel qui fonde en 1950 une nouvelle revue la *Revue archéologique de l'Est et du Centre-Est* consacrée aux antiquités nationales d'Alsace, Bourgogne, Champagne, Franche-Comté, Lorraine, Lyonnais, Nivernais. Le débat porte alors sur l'efficacité comparée des « parleurs » (l'érudition académique) et des « piocheurs » (l'esprit spéléo-club) selon des termes d'Henri Drouot, *Annales de Bourgogne*, 1952, p. 208-211, dans une région où les sociétés historiques et archéologiques sont bien implantées, notamment en Côte-d'Or et dans l'Yonne où elles sont fédérées depuis 1938 dans la Société des fouilles archéologiques de l'Yonne.

30) Création en 1953 du Centre international d'études romanes à Tournus ; découverte en 1953 de la sépulture de Vix qui ouvre une nouvelle période dans l'archéologie du Châtillonnais ; présence d'André Leroi-Gourhan à Arcy-sur-Cure. Dans les années 1960, Jean-Michel Pesez contribue à l'archéologie des villages désertés en fouillant les ruines du village de Dracy dans le Beaunois, voir *Cahier des Annales*, n° 27, 1970.

31) BLETON-RUGET (Annie), Agrarisme républicain, ethnographie folkloriste et régionalisme : quand Romenay s'exposait à Paris en 1937, dans PONSOT (Pierre) [dir.], *La Bresse, les Bresses*, Saint-Just, Éditions Bonavitacola, 1998, p. 225-234.

32) La Saône-et-Loire appartient alors à l'Académie de Lyon avant de rejoindre au milieu des années 1960 celle de Dijon. L'attraction de l'université de Lyon n'est pas négligeable sur les travaux de recherche portant sur ce département, notamment depuis la création en 1955 de la revue *Les Cahiers d'histoire*, mais les affinités érudites restent tournées vers la Bourgogne historique.

préliminaire à la création d'un musée. Dans l'Yonne, Hubert Marcoux, instituteur, est parmi les initiateurs de la création en 1961 de l'Association d'études, de recherches et de protection du Vieux Toucy.

Derrière l'apparente continuité des méthodes et des cadres de l'histoire régionale, c'est pourtant au cours des années 1960 que les changements institutionnels et méthodologiques qui caractérisent le domaine de la recherche historique³³, et plus largement l'ensemble des sciences humaines, déstabilisent progressivement, mais de manière différenciée, les rapports entre l'histoire universitaire et l'histoire érudite et académique en Bourgogne³⁴. Alors que le Centre d'Etudes bourguignonnes créé au lendemain de la guerre illustre l'emprise de l'histoire érudite et celle de ses cadres bourguignons traditionnels sur l'histoire universitaire,

que les médiévistes de l'université de Dijon demeurent plutôt attachés à cette forme d'histoire³⁵, l'histoire contemporaine, notamment, connaît un développement de plus en plus séparé du monde érudit. Ces divergences qui traversent l'histoire

cahiers d'histoire de la vigne et du vin

LA VIGNE ET LE VIN DANS L'HISTOIRE

Aspects techniques et sociaux

Numéro 3

CENTRE D'HISTOIRE DE LA VIGNE ET DU VIN
2002

Actes du 11^{ème} Colloque de l'ABSS
Beaune, 13 - 14 octobre 2001

33) SCHNEIDER (Jean), BRAUDEL (Fernand), LABROUSSE (Ernest), RENOUVIN (Pierre), Les orientations de la recherche historique. Enquête du CNRS, dans *Revue historique*, t. CCXXII, 1956, p. 19-50.

34) La mort précoce, en 1960, de Pierre de Saint Jacob, historien des sociétés rurales qui avait entretenu les liens entre l'histoire, l'histoire du droit, la géographie et le folklore – selon la dénomination encore appliquée à l'ethnologie de la France – a incontestablement contribué à accentuer cet éloignement.

35) Cette configuration mérite cependant d'être nuancée en fonction des personnalités. Ainsi le médiéviste Robert Folz, élève de Marc Bloch, en poste à l'université de Bourgogne de 1947 à 1978, publie certes *Les Chartes et documents de Saint-Bénigne de Dijon* (Société des Annales de Bourgogne, 1986), mais après avoir consacré l'essentiel de sa production scientifique à l'espace germanique. [voir FELTEN (Franz J.), MONNET (Pierre), SAINT-DENIS (Alain) (dir.), *Robert Folz (1910-1996). Mittler zwischen Frankreich und Deutschland*, Actes du colloque, *Idée d'Empire et royauté au Moyen Âge : un regard franco-allemand sur l'œuvre de Robert Folz*, Dijon 2001, Mainz, Geschichtliche Landeskunde, 2006].

universitaire annoncent l'éloignement qui va s'instaurer dans les années 1970-1980, même si la prise de distance reste très inégale en fonction des domaines historiques.

Le temps des éloignements : les années 1970-1990

Cet éloignement, déjà perceptible dans les années 1960, concerne en priorité les historiens acquis aux méthodes du modèle labroussien d'histoire régionale qui impose une autre lecture des sociétés locales et un autre cadre conceptuel d'appréhension du territoire. Le projet était en effet de recomposer, à travers les diversités régionales, le portrait de la France et de son entrée dans la modernité économique et politique. Cette histoire économico-sociale ou politique, inscrite le plus souvent dans un cadre départemental, concerne la période contemporaine, c'est-à-dire à l'époque le XIX^e siècle, et domine la production universitaire pendant près de trois décennies.

Avec le recours aux cadres administratifs contemporains, c'est le découpage historique de l'ancienne Bourgogne, cher à Lucien Febvre et aux tenants de cette histoire régionale, qui était abandonné. Le recours à des sources archivistiques issues des collectes administratives, l'usage massif de leur traitement quantitatif et la mise en œuvre de principes explicatifs qui ne faisaient plus appel à leur cohérence propre ou aux logiques narratives qu'elles sont censées porter achevaient d'élargir les divergences méthodologiques et historiographiques au sein des études régionales.

En Bourgogne, le courant labroussien est alors assez bien représenté, même si dans un premier temps ses tenants n'accèdent pas sur place à une consécration universitaire. C'est le cas, dès la fin des années 1950, de Robert Laurent (thèse soutenue en 1955), puis de Paul Gonnet (thèse soutenue en 1971 sous la direction de Pierre Vilar sur la *Société dijonnaise au XIX^e siècle*, non publiée) qui vont tous les deux rejoindre des facultés méridionales³⁶. Quant à André Armengaud, introducteur de la démographie à l'université, il a consacré sa thèse à l'Aquitaine³⁷. Il faut attendre les travaux de Pierre Lévêque (1977), Pierre Goujon (1973 et 1988) et de Marcel Vigreux (1985) qui proposent une histoire « totale » et accordent une place déterminante à la « politisation » des campagnes au XIX^e siècle pour voir s'affirmer une nouvelle histoire régionale en Bourgogne³⁸. Ecrites dans les années 1970-1980, ces histoires régionales qui illustrent le déplacement progressif des problématiques de la « départementalisation »

36) GAVIGNAUD (Geneviève), Robert Laurent. Historien des vigneron de la Côte-d'Or au XIX^e siècle, *Histoire et sociétés rurales*, 1996, n° 5, p. 62-72.

37) ARMENGAUD (André), *Les populations de l'Est-Aquitain au début de l'époque contemporaine. Recherches sur une région moins développée (vers 1845-vers 1871)*, Paris, Imprimerie nationale, 1951.

38) Voir les publications issues de ces thèses : LAURENT (Robert), *Les vignerons de la Côte-d'Or au XIX^e siècle*, Paris, Bernigaud, 1958 ; LÉVÊQUE (Pierre), *Une société provinciale, la Bourgogne sous la Monarchie de Juillet et Une société provinciale, La Bourgogne au milieu du XIX^e siècle (1846-1852)*, Paris, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes-Touzot, 1983 ; VIGREUX (Marcel), *Paysans et notables du Morvan au XIX^e siècle jusqu'en 1914*, Château-Chinon, Publications de l'Académie du Morvan, 1987 ; GOUJON (Pierre), *La cave et le grenier*, Presses universitaires de Lyon-Editions du CNRS, Paris-Lyon, 1989 ; *Le Vigneron citoyen, Mâconnais et Chalonais (1848-1914)*, Comité des Travaux historiques et scientifiques, Paris, 1993.

– fidèle à l'orthodoxie labroussienne – vers des modèles de lecture des sociétés intégrant les apports de la sociologie et de l'ethnologie, sollicitaient aussi des approches des sociétés empruntées à des sciences humaines peu familières à l'érudition locale³⁹. De surcroît, l'histoire politique qui occupe une place centrale dans ces études régionales procédait également d'un autre modèle que celui rencontré dans la revue des *Annales de Bourgogne*. Si l'histoire politique n'y était pas absente, comme en témoigne l'importante rubrique « Pour une histoire sociale et politique de 1798 à 1870 », largement alimentée par les travaux de l'archiviste départemental de l'Yonne, Henri Forestier, elle était pourtant rarement connectée à une quelconque socialisation des choix politiques.

En histoire moderne, Daniel Ligou, professeur à l'Université de Dijon du début des années 1960 à la fin des années 1980, publie essentiellement des travaux sur le Midi – d'une thèse soutenue en 1956 à l'Université de Toulouse sur Montauban à la fin du XVII^e siècle à l'*Histoire de Montauban* chez Privat (1984) –, le protestantisme et la franc-maçonnerie. Daniel Ligou s'aventure peu sur le terrain local. Il édite un recueil de textes à vocation pédagogique⁴⁰ et publie, en 1988, l'édition critique de *L'Intendance de Bourgogne à la fin du XVII^e siècle : mémoire pour l'instruction du duc de Bourgogne* (Cths). Il dirige quelques thèses qui concernent la Bourgogne de la période moderne et révolutionnaire. Ces recherches sont éloignées des travaux des érudits et

39) BLETON-RUGET (Annie), Sociétés rurales bourguignonnes au XIX^e siècle. Autour des travaux de Pierre Goujon, Pierre Lévêque et Marcel Vigreux, *Histoire et sociétés rurales*, 1996, n° 5, p. 48-61.

40) LIGOU (Daniel), *La Bourgogne des Lumières, 1715-1789*, Dijon, Centre régional de documentation pédagogique, 1968, Collection « Documents d'Archives de la Côte d'Or ».

des sociétés savantes, et participent des enjeux historiographiques qui gouvernent l'histoire des années 1970 et 1980⁴¹.

Pierre Lévêque qui commence sa carrière d'enseignant-chercheur à l'Université de Dijon participe assez peu aux activités des sociétés savantes, et préfère collaborer notamment aux enquêtes impulsées par le Centre de recherches historiques de l'EHESS⁴². Il faut attendre le moment de sa retraite universitaire, – au tournant des années 1980-1990 – pour le voir s'investir dans cette pratique. Plusieurs interventions orales sont dès lors publiées dans les revues de ces sociétés : *Mémoires de l'Académie de Dijon*, *Académie de Mâcon*, *Bulletin de la Société archéologique et historique du Châtillonnais*, *Bulletin de liaison de l'Association pour le renouveau du vieux Dijon*, *Travaux de l'Institut de Recherche du Val-de-Saône-Mâconnais*, *Recueil de travaux du Centre beauinois d'études historiques*. D'autres articles et communications trouveront leur place dans des revues (dont les *Annales de Bourgogne*) au profil plus scientifique et au sein d'actes de colloques nationaux⁴³.

Si les liens se sont distendus entre ces deux formes d'histoire régionale, les synthèses, publiées à la fin des années 1970, montrent que des compromis sont possibles. *L'Histoire de la Bourgogne* dirigée par Jean Richard (1978) et *L'Histoire de Dijon* dirigée par Pierre Gras (1981), toutes deux publiées dans la collection « L'univers de la France et des pays francophones » des éditions Privat, associent des plumes académiques (certes minoritaires) et des universitaires. Elles permettent notamment d'intégrer les acquis des thèses « labroussiennes » et de proposer une forme d'histoire qui s'éloigne, malgré un cadre rédactionnel contraignant, de l'histoire régionale « régionalisante ». Cette conception de l'histoire rencontre un large public : respectivement 13000 et 8000 exemplaires au moment de la seconde impression (1988 et 1987). La décennie suivante, plusieurs histoires de villes et de départements bourguignons, éditées par les Editions Bonneton, mais destinées à un très large public, participeront de la même logique mais avec une plus grande ouverture auprès de l'ensemble des sciences sociales. Plusieurs universitaires (Pierre Bodineau, Pierre Lévêque et Philippe Poirrier) contribuent également au volume *Dijon et la Côte-d'Or. Un regard de l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres sur le XX^e siècle*, publié en 2003, précédé d'une publication sous forme de cahiers par le quotidien local *Le Bien Public*.

Dans les années 1960, certains universitaires ne négligent pourtant pas les sociétés savantes. Ainsi, Marcel Vigreux participe dès sa création, en 1967, aux activités de l'Académie du Morvan, avant de la présider de 1998 à 2001. Il donne de nombreux articles au *Bulletin de l'Académie du Morvan*. L'Académie publie en 1987 sa thèse d'Etat

41) BLETON-RUGET (Annie), *La Bresse loubannaise à la veille de la Révolution*, université de Dijon, thèse de 3^e cycle, 1978 ; RAFFEAU (Michèle), *La seigneurie nivernaise au XVIII^e siècle : la terre d'Huban*, université de Dijon, thèse de 3^e cycle, 1981 ; LOCHOT (Serge), *Recherches sur la Révolution à Dijon : les sections dijonnaises (1790-1795)*, université de Dijon, thèse de 3^e cycle, 1984 ; LAMARRE-TAINTURIER (Christine), *Le fait urbain dans l'ancienne France : les petites villes de Bourgogne au XVIII^e siècle*, université de Bourgogne, thèse d'Etat, 1989.

42) LÉVÊQUE (Pierre), Problèmes de l'alphabétisation en Bourgogne sous la monarchie censitaire dans FURET (François) et OZOUF (Jacques) (dir.), *Lire et écrire : l'alphabétisation des Français de Calvin à Jules Ferry*, Paris, Editions de Minuit, 1977, p. 153-186.

43) Voir le recueil : LÉVÊQUE (Pierre), *La Bourgogne de Lamartine à nos jours*, Dijon, Eud, 2006.

soutenue en Sorbonne deux ans plus tôt. Elu local, il s'investit dans le fonctionnement du Parc naturel régional du Morvan mis en place en 1967. Dix ans plus tard, il fonde, avec le Doyen Jean-René Surrateau, professeur à l'Université de Bourgogne et ancien résistant⁴⁴, le Centre de Recherches sur l'Occupation et la Résistance en Morvan (Cerorm), structure de recherche rattachée à l'Université de Bourgogne, puis l'Association pour la Recherche sur l'Occupation et la Résistance en Morvan (Arorm), et conduit la mise en place du Musée de la Résistance de Saint-Brissson, inauguré par François Mitterrand en 1983. Cette forte inscription locale, où l'universitaire et l' élu ne font qu'un,

concrétise un usage civique de l'histoire, et une posture assumée qui vise à faire sortir l'historien de sa tour d'ivoire au service d'un idéal démocratique⁴⁵.

L'exemple de l'Académie du Morvan, née dans le giron du Parc régional, illustre assez bien la conjoncture nouvelle qui, dans les années 1960-1970, donne à l'histoire locale une audience renforcée. Si les premières mesures d'aménagement du territoire destinées à la revitalisation des espaces ruraux fragiles offrent des cadres favorables à une nouvelle action culturelle, ce sont plutôt les opérations d'urbanisme, les craintes de disparition des centres anciens ou encore les risques de dégradations irréversibles du patrimoine monumental qui encouragent la naissance des associations de sauvegarde. Dès 1952 la Société des sciences de l'Yonne se mobilise pour éviter que la construction d'un barrage sur le Serein ne porte un coup fatal à l'abbaye cistercienne de

44) Marcel Vigreux, Jean-René Surrateau et l'histoire de la Résistance, *AHRF*, avril-juin 1999, n° 316, p. 243-250.

45) Voir la brochure : *Marcel Vigreux, historien au service du Morvan*, Château-Chinon, Académie du Morvan, 2002.

Pontigny⁴⁶. En 1963, la Société des Amis de Flavigny-sur-Ozerain (autre site cistercien) entre en conflit avec les agriculteurs autour de la fixation *ne varietur* de l'habitat. En 1965, les Amis du Dardon qui se recrutent dans l'ouest du département de Saône-et-Loire, « des hauteurs du Morvan aux berges de la Loire », se rassemblent autour de la défense de l'église romane de Toulon-sur-Arroux qu'ils acquièrent en 1969. En 1967 les Amis de la cité de Montbard voient le jour dans un site évocateur du naturaliste Buffon. Si ces associations à vocation patrimoniale avant l'heure se distinguent par leurs objectifs et leurs modalités d'organisation des anciennes sociétés historiques, elles n'en contribuent pas moins à la connaissance et à l'enrichissement de l'histoire locale⁴⁷ et reçoivent le soutien du président de l'ABSS, Roland Martin, un antiquisant ouvert aux changements culturels en cours dans les régions et à la réflexion sur les incidences des politiques d'aménagement du territoire⁴⁸.

La mise en place d'une administration déconcentrée de la Culture en région et la création d'un Inventaire des richesses artistiques de la France contribuent également à promouvoir des enquêtes historiques pour accompagner le travail d'inventaire. Créée en 1969, l'Association culturelle et d'études de Joigny revendique expressément cette vocation dans ses statuts. La déconcentration culturelle a aussi encouragé une nouvelle prise en compte des richesses locales dans le cadre d'opérations de protection du patrimoine et de valorisation touristique à caractère culturel. A Nevers, la CAMOSINE (Caisse des monuments et des sites de la Nièvre), créée en 1971, sous l'impulsion du préfet, affiche la sauvegarde du patrimoine historique du département comme l'une de ses missions et se dote d'une revue, les *Annales des pays nivernais*. Proche des sociétés savantes du département, elle partage aujourd'hui son président avec la Société académique du Nivernais et elle fait son entrée au CTHS.

Dans les années 1980, qui sont aussi celles du « moment patrimonial », la création des COREPHAE (commissions régionales du patrimoine historique, archéologique et ethnologique) donne aux associations une légitimité nouvelle dans l'instruction des dossiers de protection et encourage la mobilisation en faveur de l'histoire régionale ou locale. On retrouve ainsi parmi les militants de la cause du patrimoine certains déjà présents dans les associations historiques⁴⁹. Ces mêmes années 1980 voient se développer des investissements patrimoniaux qui pour être moins tournés vers l'espace public, n'en sont pas moins mobilisateurs. Les généalogistes côtoient, en nombre

46) *Annales de Bourgogne*, 1952, p. 283.

47) Sur l'histoire des associations dans leur rapport au patrimoine et leur lien avec les sociétés historiques, GLEVAREC (Hervé) et SAEZ (Guy), *Le patrimoine saisi par les associations*, Publication du Ministère de la Culture et de la Communication, Paris, La Documentation Française, 2002 ; GLEVAREC (Hervé), De la société d'histoire à l'association du patrimoine. Changements socio-culturels et nouvelles raisons de mobilisation, dans *Pour une histoire des politiques du patrimoine*, sous la direction de POIRRIER (Philippe) et VADELORGE (Loïc), Paris, La Documentation française, 2003, p. 508-525.

48) XXXVI^e congrès de l'ABSS à Fontaine-Française, 1965, *Annales de Bourgogne*, p. 156.

49) Ainsi les Amis de Moutiers-en-Puisaye qui participent en 1983 au sauvetage des peintures murales de l'église Saint-Pierre.

bien supérieur, les étudiants d'histoire dans les dépôts d'archives départementales et les sociétés de généalogie se multiplient⁵⁰.

Cette multiplication des associations, dont beaucoup échappent désormais aux règles des anciennes sociétés savantes, notamment en matière de publications, souligne dans le même temps l'affaiblissement de la structure fédérative, l'Association bourguignonne des sociétés savantes, que nombre d'entre elles ignorent. Dans les années 1970, cette dernière qui voit arriver au secrétariat, succédant à Albert Colombet, Yves Beauvalot, secrétaire général de l'Inventaire régional, ouvre une réflexion sur les finalités de l'institution, la nécessité de sa « réinvention » et sur l'opportunité de moderniser son image en substituant « celle du chercheur à celle du savant »⁵¹, mais l'aventure fait long feu et dix ans plus tard une nouvelle initiative en direction des associations membres évoquait les mêmes interrogations et les mêmes soucis et s'interrogeait de surcroît sur le bien-fondé « d'une véritable revue régionale grand public à caractère scientifique »⁵². Du côté des *Annales de Bourgogne*, les changements institutionnels en matière d'aménagement du territoire, qui donnaient en Bourgogne une place renforcée à d'autres disciplines universitaires comme la géographie économique et l'économie régionale, tout comme l'accroissement considérable de travaux d'étudiants difficiles à prendre en compte dans une revue plutôt rétive à toute forme de structuration collective, ont laissé des traces et conforté les réflexes défensifs⁵³.

A défaut d'une véritable structure fédératrice à l'échelle régionale, en l'absence d'organismes départementaux d'encadrement des associations patrimoniales, la distance entre l'histoire régionale des universitaires et celle des amateurs s'accroît considérablement dans les années 1980, tandis que se consolide, y compris dans le champ académique, une histoire érudite qui fait du passé et de son entretien une valeur fédératrice⁵⁴. Rien d'étonnant dès lors que dans le nouveau paysage des rapports de force politique, cette perte d'influence de la science historique et de sa capacité à proposer une nouvelle conceptualisation du fait régional – au moment où l'État déconcentrait puis décentralisait ses missions culturelles – ait contribué au retour du modèle notabiliaire d'usage de la culture hérité du XIX^e siècle. Il est significatif de voir apparaître

50) L'Union Généalogique de Bourgogne a été fondée en 1979. Elle regroupe 6 cercles ou associations. Ce phénomène national a fait l'objet d'un colloque scientifique, *La généalogie entre science et passion*, textes recueillis par PINGAUD (Marie-Claude) et BARTHÉLÉMY (Tiphaine), Paris, Editions du CNRS, 1999.

51) *Bulletin de l'Association bourguignonne des sociétés savantes*, Numéro exceptionnel, n° 104-105, mai 1976.

52) Bulletin des réponses au questionnaire envoyé aux associations membres de l'ABSS, février 1989 (taux de réponse, 20/56).

53) Dès 1970, sous la plume de Jean Richard et Pierre Gras, il est question de « maintenir la revue comme historique et provinciale », « de ne pas affaiblir sa vocation historique en s'ouvrant à des articles d'actualité ou à des études relevant d'autres disciplines », « ni déborder le cadre bourguignon » ; *Annales de Bourgogne*, 1970, p. 103.

54) Cf. de L'ESTOILE (Benoît), Le goût du passé. Histoire et appropriation du territoire, *Terrain*, n° 37, 2001.

à cette époque toute une série d'associations historiques implantées au canton, dans lesquelles le conseiller général n'est jamais très loin⁵⁵.

Ce sont les années 1990 qui voient se mettre en place des reconfigurations complexes, fruit à la fois des changements institutionnels de la période précédente et de nouvelles stratégies d'alliances.

Les reconfigurations contemporaines autour de l'histoire régionale en Bourgogne

Au cours des années 1990, les nouveaux cadres universitaires mis en place renforcent l'écart entre l'histoire régionale traditionnelle et celle que pratiquent les universitaires. Le département d'histoire de l'université de Bourgogne enregistre un profond renouvellement générationnel qui change la donne au tournant des années 1980 et 1990. Le départ à la retraite d'une génération en poste depuis les années 1960 (Jean Richard, Daniel Ligou, Pierre Lévêque et Marcel Vigreux) et la nomination de professeurs dont la spécialité ne relève pas des espaces bourguignons (le moderniste Benoît Garnot, le contemporain Serge Wolikow, les médiévistes Nicole Gonthier puis Vincent Tabbagh) accélèrent le processus en cours.

La structuration des recherches en sciences humaines, souhaitée par la direction de l'Université et les instances nationales d'évaluation et d'impulsion de la recherche, se traduit par la mise en place d'équipes et de programmes de recherches (Centre d'études historiques sur la criminalité et les déviances dirigé par Benoît Garnot ; Institut d'histoire contemporaine dirigé par Serge Wolikow) qui ne participent pas à la construction d'une histoire régionale, même si certaines études peuvent être territorialisées en Bourgogne. Au milieu des années 1990, ces équipes se structurent encore davantage au sein de deux Unités Mixtes de Recherche qui associent l'Université de Bourgogne, le CNRS et le ministère de la Culture pour la seconde. Les modernistes et contemporanéistes, associés aux sociologues et aux musicologues, rejoignent les historiens du droit au sein du Centre Georges Chevrier « Ordre et désordre dans l'histoire des sociétés (XVI^e-XX^e siècle) ». Les médiévistes de Dijon et du Centre d'histoire médiévale d'Auxerre, équipe initiée par Georges Duby en étroite partenariat avec la municipalité d'Auxerre à partir de 1986, rejoignent en 1998 les proto-historiens et les archéologues au sein de l'UMR « Archéologie, Cultures et Sociétés : la Bourgogne et la France orientale du néolithique au Moyen Âge ». Au tournant du siècle, la Maison des sciences de l'Homme, animée par l'historien Serge Wolikow, renforce et fédère cette structuration de la recherche qui répond essentiellement à des problématiques nationales et internationales.

L'histoire de la Bourgogne a perdu sa chaire universitaire au moment du départ en retraite du Doyen Richard. En 1996, Benoît Garnot publie cependant un ouvrage intitulé *Vivre en Bourgogne au XVIII^e siècle* aux Editions universitaires de Dijon.

55) Deux exemples : en 1973, création des Amis du vieux Villeneuve-sur-Yonne et en 1975, création de l'Association des Amis du vieux Cuisery et de sa châellenie.

L'exercice de synthèse, qui participe d'une histoire des mentalités que l'auteur avait déjà déclinée dans un manuel *Société, cultures et genres de vie dans la France moderne* (Hachette, 1991), s'appuie notamment sur la mobilisation de près de 200 mémoires de maîtrise. L'ouvrage, qui ne consacre qu'un chapitre aux questions politiques et administratives, sera peu goûté par l'érudition locale. Les *Annales de Bourgogne* ne lui consacrent qu'une brève note de lecture, sans relief. L'histoire de la Bourgogne demeure enseignée dans le cadre de la licence mais comme propédeutique aux futurs étudiants de maîtrise (puis de master) dont beaucoup mènent des recherches territorialisées en Bourgogne. L'approche pluridisciplinaire de faits sociaux territorialisés, liée à l'analyse des phénomènes de « relocalisation des sociétés » engagés depuis les années 1980, offre aux universitaires une nouvelle approche des espaces locaux. L'histoire régionale devient un nouvel objet de recherche pour les historiens (Annie Bleton-Ruget⁵⁶, Philippe Poirrier⁵⁷) et socio-ethnologues (Gilles Laferté⁵⁸) dont les travaux portent sur la construction historique des territoires et sur les sociétés culturelles locales dans des démarches qui mobilisent la réflexivité et l'historiographie.

Si les universitaires continuent de participer ponctuellement aux activités des sociétés savantes, ils n'y jouent plus – sauf exception – un rôle moteur⁵⁹. L'ancrage local prend désormais d'autres formes. Les historiens, des médiévistes aux contemporanistes, sont mobilisés dans le cadre d'entreprises de « patrimonialisation » impulsées par des collectivités locales (Villes, départements, région et « pays »). A Auxerre, le Centre d'études médiévales a contribué, en étroit partenariat avec la municipalité, à une meilleure connaissance et mise en valeur du patrimoine local. Les historiens ont à ce titre accompagné la montée en puissance de la politique culturelle de la ville dans les secteurs du patrimoine.

Ils sont parfois sollicités par des associations historiques soucieuses d'afficher la qualité scientifique de leurs travaux. C'est notamment le cas d'associations créées par des historiens de formation qui pour ne pas être des universitaires en poste ne sont pas que des « historiens du dimanche » et se revendiquent d'une histoire régionale menée selon les canons de l'histoire universitaire, contre l'histoire érudite.

56) BLETON-RUGET (Annie), Pays et noms de pays : l'invention de la Bresse louchannaise, *Ruralia, revue des ruralistes français*, n° 8-2001, p. 37-57. Cet article reprend les principales conclusions de l'habilitation à diriger des recherches, *Sociétés locales et construction des territoires dans la France contemporaine, de la Révolution aux années 1930*, soutenue à l'université Lumière-Lyon 2 sous la direction de Jean-Luc Mayaud.

57) BARIDON (Laurent) et POIRRIER (Philippe) (dir.), *Gothiques. Le Moyen Âge bourguignon et ses relectures modernes et contemporaines*, Paris-Dijon, Sources travaux historiques-Eud, 1991. POIRRIER (Philippe) (dir.), *L'invention du patrimoine en Bourgogne*, Dijon, Eud, 2004.

58) LAFERTÉ (Gilles), *La Bourgogne et ses vins : image d'origine contrôlée*, Paris, Belin, 2006.

59) Christine Lamarre, professeur d'histoire moderne à l'Université de Bourgogne, directrice des *Annales de Bourgogne*, est membre résidant de l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Dijon, préside le comité départemental d'Histoire de la Révolution française en Côte-d'Or, et anime l'Association pour le renouveau du vieux Dijon. Pierre Bodineau, professeur d'histoire du droit à l'université de Bourgogne est président de l'Académie de Dijon. Alain Rauwel, docteur en histoire médiévale, Prag au département d'histoire de l'université de Bourgogne, est, depuis le début des années 2000, très actif au sein des sociétés savantes locales. Annie Bleton-Ruget, vice-présidente de l'Ecomusée de la Bresse bourguignonne, préside une Fédération des associations historiques de la Bresse bourguignonne.

Né en 1978, le Centre beaunois d'études historiques est le résultat d'un conflit au sein la Société d'histoire et d'archéologie de Beaune que la jeune institution finit par absorber⁶⁰. La création en 1999 d'un Centre d'histoire de la vigne et du vin par le CBEH place ce centre d'études sous le patronage de l'université et engage une histoire réflexive d'un sujet à forte charge idéologique localement. En Saône-et-Loire, le Centre international d'études des patrimoines culturels du Charolais-Brionnais, née en 1989 d'une volonté politique, doit aussi son activité de recherche à son directeur, docteur en histoire médiévale. Dans les deux cas la tradition de la société savante n'est pas totalement abandonnée, même si la volonté de s'en démarquer est officiellement affichée : ces deux associations ont toutes deux adhéré à l'ABSS, ont accueilli deux des derniers colloques de la fédération⁶¹, et leurs responsables sont entrés récemment dans le nouveau bureau de l'association.

Dans le cadre d'une démarche plus militante, des enseignants chercheurs de l'Université de Bourgogne et des militants des mouvements sociaux sont à l'origine de la création, en 1993, de l'Association pour la Documentation, l'Information et les Archives des Mouvements Sociaux (Adiamos). Cette association vise à sauvegarder la mémoire du monde du travail et des mouvements sociaux (mouvement ouvrier, mouvement syndical, mouvement féminin, luttes revendicatives et d'émancipation, mouvements associatif, culturel, sportif, etc.) en Bourgogne et au-delà. A cette fin, elle met en œuvre le repérage et l'inventaire des archives existantes et se propose de créer une banque de données sur les sources de l'histoire contemporaine régionale. Ce travail étant un premier support pour la recherche, il a permis d'engager la participation à des colloques ou à des journées d'études organisés par l'Institut d'Histoire Contemporaine de l'Université de Bourgogne⁶², ainsi qu'à l'élaboration d'expositions. Sur le plan régional, l'association a le souci de mettre en relation les différentes structures (musées, centres de recherches, sociétés savantes, associations, organisations, etc.), dont les préoccupations rencontrent les siennes. Ainsi ADIAMOS a créé plusieurs antennes (ADIAMOS 52 à Chaumont, ADIAMOS 89 à Auxerre, ADIAMOS 71 à Montceau-les-Mines).

Certains enseignants-chercheurs participent également, comme acteurs scientifiques, voire comme experts, au fonctionnement des institutions culturelles. Par exemple, le Conseil économique et social de Bourgogne mobilise régulièrement les historiens dans le cadre de ses travaux, auto-saisines et saisines de l'exécutif régional. Les institutions culturelles (Musées, bibliothèques, Archives municipales et départementales...) ont connu dans la même conjoncture un mouvement de forte professionnalisation qui les a aussi plus ou moins éloignées des standards de l'histoire

60) *Bulletin spécial* n° 84 bis, 25^e anniversaire, 2003, Archives du Centre beaunois d'études historiques.

61) *La vigne et le vin dans l'histoire. Aspects techniques et sociaux*, Actes du 11^e congrès de l'ABSS, Centre d'histoire de la vigne et du vin, *Cahier d'histoire de la vigne et du vin*, n° 3, Beaune, 2002 ; *Permanences et ruptures dans le monde rural. Du Moyen Âge à l'époque contemporaine*, 12^e congrès de l'ABSS, ABSS/CER, Dijon/Saint-Christophe-en-Brionnais, 2004.

62) Voir la collection des *Cahiers d'Adiamos*.

régionale « régionalisante » et conduites à se rapprocher des universitaires dans leur mission d'encadrement des activités culturelles.

Si les historiens ont de la sorte contribué à la fois à diversifier les usages de l'histoire universitaire et à mieux asseoir la légitimité de l'histoire savante au sein de la région Bourgogne, ces pratiques posent de nombreuses questions qui touchent à la fois à la déontologie de l'historien et à sa liberté par rapport notamment aux collectivités locales⁶³. Ces dernières, en premier lieu la Région, ont renforcé considérablement leur capacité de financement. Les recherches collectives impulsées par les différentes équipes universitaires et les publications dépendent de plus en plus des financements locaux, alors même que le financement par l'Etat (Ministère de la Recherche et CNRS) enregistre un indéniable fléchissement.

L'évolution des *Annales de Bourgogne* traduit aussi cet infléchissement et ses limites. En 1992, tout en gardant la présidence de la Société des Annales de Bourgogne, Jean Richard, afin de tenir compte de l'évolution du paysage universitaire dijonnais ouvre le Conseil d'administration et le Comité de lecture à de nouvelles générations d'enseignants-chercheurs : Benoît Garnot, Nicole Gonthier, Alain Saint-Denis et Philippe Poirrier. Le secrétariat confié à Patrick Arabeyre, conservateur aux Archives départementales de la Côte-d'Or, traduit certes la permanence de l'Ecole des Chartes, mais illustre également ce renouveau générationnel. Il reste que dans la pratique, Jean Richard et sa principale collaboratrice – Martine Chauneau-Bouillot, par ailleurs secrétaire générale de l'Académie et trésorière de l'ABSS jusqu'en 1993 – conservent le contrôle de la revue : le comité de rédaction, bien peu souvent réuni, n'est que la chambre d'enregistrement d'une politique éditoriale déjà définie. Il faut attendre la fin des années 1990 pour que la revue choisisse, avec l'accord et la présence maintenue de Jean Richard, sous l'impulsion des universitaires dijonnais Alain Dubreucq et Christine Lamarre, de mieux assurer son statut de revue scientifique. La mise en place d'un comité de rédaction, le choix d'une nouvelle maquette et la multiplication de livraisons thématiques en constituent les principales traductions éditoriales. Le lien avec les sociétés savantes est rompu du côté de la revue tandis que la même équipe reste à la direction de l'ABSS. Les institutions culturelles locales ne sont plus représentées que par la directrice des Archives municipales de Dijon. La revue ne parviendra pas, au-delà de la présence de quelques individualités, à nouer des liens institutionnels avec les centres de recherche de l'Université de Bourgogne, qui connaissent – nous l'avons déjà signalé – dans la même conjoncture de profondes mutations.

Cette relative absence des historiens universitaires laisse *de facto* cet espace de l'histoire régionale à d'autres protagonistes. Plusieurs hommes politiques locaux choisissent d'occuper ce créneau qui renforce leur positionnement politique en leur conférant une légitimité culturelle. Jean-Philippe Lecat et Jean-François Bazin, dès la fin des années 1970, Jean-Pierre Soisson, une large décennie plus tard, font figure, aux yeux du monde érudit et d'un large public, d'historiens de la Bourgogne. La trajectoire de Jean-François Bazin est la plus significative. Ecrivain proluxe, journaliste et

63) Voir sur ce qui semble être une tendance générale : VADELORGE (Loïc), Les affres de l'histoire locale 1970-2000 dans CRIVELLO (Maryline), GARCIA (Patrick), OFFENSTADT (Nicolas) (dir.), *Concurrence des passés. Usages politiques du passé dans la France contemporaine*, Aix-en-Provence, PUP, 2006, p. 37-47.

vulgarisateur, élu au sein de l'équipe municipale de Robert Poujade, maire de Dijon de 1971 à 2001, président du Conseil régional de Bourgogne au milieu des années 90, Jean-François Bazin renoue d'une certaine manière avec le programme culturel de Gaston-Gérard, maire de Dijon des années 20, et le régionalisme d'un Gaston Roupnel. Il s'agit de concilier modernisme et tradition, de mobiliser l'histoire locale au service de la construction d'une identité bourguignonne. Le colloque qu'il organise en 1989 « Autour de l'idée bourguignonne. De la province à la région et de la France à l'Europe »⁶⁴ dans le cadre des manifestations du Bicentenaire de la Révolution française en est une bonne traduction à l'heure d'un renforcement des pouvoirs des collectivités locales.

En Bourgogne, le paysage contemporain de l'histoire régionale manifeste des traits communs à bien d'autres régions, comme l'a montré le colloque : affaiblissement des structures fédératives des sociétés savantes ou associations historiques et difficultés de leur renouvellement, abandon par les universitaires des études à dimension régionale, investissement des amateurs dans une « histoire à soi » selon la formule de Daniel Fabre⁶⁵ à vocation plus patrimoniale que savante.

Un tel constat conduit à mesurer l'écart entre le renforcement administratif et politique du cadre régional et l'effondrement des modalités savantes d'approche du fait régional chez les historiens. On peut légitimement penser que cette question interroge d'abord la discipline historique elle-même et sa capacité à comprendre et accompagner les mutations contemporaines.

64) *Autour de l'idée bourguignonne. De la province à la région et de la France à l'Europe*, Dijon, Conseil régional de Bourgogne, 1991.

65) Bensa (Alban) et Fabre (Daniel), *Une histoire à soi*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme, Mission de Patrimoine, collection Ethnologie de la France, cahier 18, 2001, XII-298 p.

Landesgeschichte in Burgund, von der Tradition der Geschichtsvereine zur Valorisierung der Kulturgüter : Hochschullehrer, Geschichtsvereinmitglieder

Annie Bleton-Ruget et Philippe Poirrier

Die Art und Weise, wie die Landesgeschichte hier angegangen wird, bezieht sich auf die ganze Zeitspanne, die für dieses Kolloquium festgelegt ist. Es wird versucht, die Entwicklungen der Konzeption des „Regionalen“ zu untersuchen, sowie diejenigen der Beobachtungsgrößen, die als Echo der globalen Umwandlungen wirken: neue Weisen, den Raum zu gestalten, die Strukturierung des Markts, die akademische Forschung, das kulturelle Umfeld und die Lokalpolitik.

Der Beitrag berücksichtigt die Landesgeschichte, die sowohl von Akademikern als auch von Geschichtsvereinsmitgliedern geschrieben wird. Dabei werden die Organisationsbedingungen des jeweiligen Arbeitsbereichs berücksichtigt, sowie die Zirkulationsprozesse der Akteure und der Inhalte.

Während einer ersten Periode (1950-1970) liegen beide Wege nahe beieinander. Die Landesgeschichte steht unter der Führung der Geschichtsvereine, in einem Rahmen der in die endenden 30er Jahre oder gar ins 19. Jahrhundert zurückgreift. Auf der Universität wird sie durch einen Lehrstuhl für die Geschichte Burgunds vertreten, die Henri Drouot bis 1955 innehat. Drouot ist 1929 der Gründer der Zeitschrift *Annales de Bourgogne* gewesen, die sich als Geschichtszeitschrift versteht. Sie erscheint zur selben Zeit wie die *Annales d'histoire économique et sociale*.

Nach dem Krieg schließen sich die Geschichtsvereine, die ihre Tätigkeiten wieder aufgenommen oder manchmal nie eigentlich unterbrochen hatten, in eine Association bourguignonne des sociétés savantes [Burgundischer Verband der Geschichtsvereine] zusammen, die bereits 1914 gegründet worden war. Das „Burgundische“ dieser Vereine – 31 an der Zahl – besteht darin, dass sie sich mit dem „historischen“ Burgund beschäftigen, dasjenige des Herzogtums und der Generalität. Daher die Verbindungen zu dem Raum des Nivernais und der Haute-Marne, der Vorzug, der den historischen Beiträgen und der Rechtsgeschichte des Mittelalters und der Moderne gegeben wird, das Gewicht der Archäologische Forschung in den Laienarbeiten und das Interesse für Volkskunde. In den Nachkriegsjahren bleibt die regionalistische Auffassung aus den 30er Jahren immer noch aktuell in den Beziehungen, die die Geschichtsvereine mit dem Burgundischen Wesen unterhält, das durch eine glorreiche Geschichte und Volksbräuche gekennzeichnet wird.

Ab den 70er Jahren und für eine Zeitspanne von gut zwanzig Jahren werden die Bande loser, aber ungleichmäßig. Der Kreis der Geschichtsvereine bleibt dynamisch. Er kann sich auf die Veröffentlichungen der *Annales de Bourgogne* stützen, die den Status der Société [Gesellschaft] des *Annales de Bourgogne* erworben haben und auf die Effizienz einer Zeitschrift *Pays de Bourgogne* (1953 gegründet), die sich an eine

breitere Leserschaft wendet und den „burgundischen Geist“ vertritt. Diese Dynamik ist ebenfalls auf die Rolle, die die Archivare und die beamteten Verantwortlichen von öffentlichen Bibliotheken und von Museen in diesem Kreis spielen, zurückzuführen und auf die Anwesenheit des Archivbeamten Jean Richard, der in den Archives départementales de Côte-d'Or tätig war und sich dann der Universität zuwandte, wo er den Lehrstuhl für die Geschichte Burgunds innehatte (1955-1988) und als Dekan der philologischen Fakultät (1969-1971) wirkte. Das „Zentrum für burgundische Studien“ (Centre d'Etudes bourguignonnes), das gleich nach dem Krieg gegründet wurde, zeigt, welches Gewicht den Geschichtsvereinen in der Geschichtsschreibung im Vergleich zu den Hochschullehrern zukommt.

Daher kommt die Schwierigkeit, jene Geschichtsschreibung mit derjenigen einer Landesgeschichte nach dem Vorbild von Labrousse zu vereinbaren, also einer wirtschaftlichen, sozialen oder politischen Geschichte, in einem departementalen Rahmen, der sich mit einer zeitgenössischen Zeitpanne (damals: mit dem 19. Jahrhundert) beschäftigt. Auch stellt sich die Frage nach der schwachen Neubesetzung des akademischen Potentials an der Universität zu dieser Zeit.

Die Dynamik der Geschichtsvereine wird noch dadurch verstärkt, dass eine neue Welle von kulturellen Vereinen zum Vorschein kommt, diejenige der Schutzvereine, der Vereine mit Namen „Les Amis de ...“ [Freunde von ...].

Die wirtschaftlichen und institutionellen Veränderungen, die 1960-1980 stattgefunden haben, haben deren Entstehen bewirkt: Stadtumgestaltungen und die Angst, die älteren Stadtkerne könnten verschwinden, die Einrichtung einer dezentralisierten Kulturverwaltung und diejenige eines Inventars der Kunstreichtümer (Inventaire des richesses artistiques), und kurz danach die Valorisierung der Kulturgüter durch den Tourismus.

In der letzten Zeitspanne, seit den 90er Jahren nutzt die akademische Forschung (CEH, ICH, Centre d'Etudes médiévales [Zentrum für die Forschung des Mittelalters] in Auxerre) die Landesgeschichte als Anwendungsbereich der neuen historiografischen Problematiken, die sich gegen die „regionalisierende“ Landesgeschichtsschreibung entwickelt, wie sie bis dahin von den Geschichtsvereinen betrieben wurde.

Trotzdem stellt sich die Frage nach dem neuen Verhältnis, das die Geschichtsschreibung der Geschichtsvereine zur Örtlichkeit entwickelt (Mitarbeit an Unternehmen, die das Gedenken (CERORM/CERORB, ARORY) und Kulturerbgut fördern oder an Schutzmaßnahmen von regionalen Bibliotheken und ähnlichen Einrichtungen (ADIAMOS 21, 71, 89, 52) mitarbeiten. Auch die Frage ist berechtigt, wieso die aktuelle Lage dazu führt, neue öffentliche Gelder bei den örtlichen Behörden anzufordern, um die historische Forschung zu finanzieren und neue Stellen für Geschichtsstudenten zu schaffen.

Résumé

Cette contribution analyse l'évolution des caractéristiques de l'histoire régionale en Bourgogne au cours des années 1950-2000, en croisant l'histoire produite par le monde universitaire dijonnais et celle des sociétés savantes. Cette démarche conduit à observer les modalités d'organisation des champs respectifs, les méthodologies historiques qui y sont à l'œuvre. Dans ce dispositif trois temps peuvent être individualisés, selon une chronologie qui porte la marque des spécificités locales par rapport aux évolutions nationales. A la forte proximité des années 1950-1960, succèdent à partir des années 1970 des éloignements inégalement représentés selon les périodes historiques considérées. Depuis une quinzaine d'années des reconfigurations complexes ont ramené les universitaires sur le terrain local, parfois à l'encontre des pratiques de l'histoire érudite.

Summary

This contribution looks into the characteristic aspects of regional history in Burgundy, comparing historical studies as produced by academics of Dijon and history societies, which consists in studying, both the ways the various topics are being dealt with and the historic methodologies. Three successive periods correspond to chronological realities expressing local specificities against national ones. In the 1950s, the concern for local realities was followed by a spell of lesser interest – depending on the historic periods – for such realities, and finally, over the last 15 years, complex rearrangements have brought back faculty members to local realities, sometimes contradicting traditional academic trends in history.

Annexe 1

ASSOCIATION BOURGUIGNONNE DES SOCIÉTÉS SAVANTES

Liste des Sociétés Membres

Etat actuel

Côte d'Or (12)

- Amis du pays d'Arnay-le-Duc
- Centre beunois d'études historiques – **Société d'histoire et d'archéologie de Beaune**
- **Société historique et archéologique du Châtillonnais**
- **Académie des sciences, arts et belles lettres de Dijon**
- Association pour le renouveau du Vieux Dijon
- **Comité départemental pour l'histoire de la Révolution française**
- **Société des Amis des musées de Dijon**
- **Société des Annales de Bourgogne**
- **Société pour l'histoire du droit et des institutions des anciens pays bourguignons**
- Amis de la cité de Montbard
- **Confrérie des chevaliers du Tastevin**
- Association des amis du Vieux Saulieu
- **Société des sciences historiques et naturelles de Semur-en-Auxois**

Haute-Marne (2)

- Amis des Cahiers Haut-Marnais
- **Société historique et archéologique de Langres**

Nièvre (7)

- **Société scientifique et artistique de Clamecy**
- Académie du Morvan
- Groupe archéologique Condate
- Association des amis du Vieux Guérigny
- Amis du Musée Nivernais de l'Education
- **Société académique du Nivernais**
- **Société nivernaise des lettres, sciences et arts**

Saône-et-Loire (14)

- **Société éduenne des sciences, arts et belles lettres**
- **Société d'histoire naturelle et Amis du Museum d'Autun**
- **Société d'histoire et d'archéologie de Chalon-sur-Saône**
- **Société d'histoire naturelle du Creusot**
- Les Amis du Dardon
- **Académie de Mâcon**

- Groupement archéologique du Mâconnais
- Société d'études du milieu naturel en Mâconnais
- **La Physiophile, société d'étude des sciences**
- Centre international d'études des patrimoines culturels du Charolais-Brionnais
- Société d'histoire de Saint-Sernin
- Centre international d'études romanes
- **Société des amis des arts et des sciences de Tournus**
- Groupe d'études historiques de Verdun-sur-le-Doubs

Yonne (11)

- **Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne**
- **Société des fouilles archéologiques et des monuments historiques de l'Yonne**
- Société généalogique de l'Yonne
- **Société d'études d'Avallon**
- Association culturelle et d'études de Joigny
- Amis de la chapelle de Villeneuve-aux-Riches-Hommes
- **Société archéologique de Sens**
- **Société d'archéologie et d'histoire du Tonnerrois**
- Association d'étude, de recherche et de protection du Vieux Toucy
- Association des Amis de Vézelay
- Amis du Vieux Villeneuve

NB : Les sociétés dont les noms figurent en gras sont fédérées au sein de l'ABSS en 1950 et ont été pour la plupart fondées au XIX^e siècle.

Annexe 2

BIBLIOGRAPHIE DES CONGRÈS et des COLLOQUES DE L'A.B.S.S. (1950-2000)

Congrès

- Bourg-en-Bresse**, 1950, *c.-r.* dans *Annales de la Société d'émulation de l'Ain*, t. 62, 1950, p. 3-69 (t.à.p. Bourg, 1951, 69 p.).
- Beaune**, 1951, *c.-r.*, fascicule hors série du *Bulletin de la Société d'archéologie de Beaune*, 1951-1960, 4 fasc., 24 + 31 + 24 + 44 p.
- Sens**, 1952, non publié.
- Dijon**, 1953, *Congrès Saint Bernard*, 3 volumes.
- *c.-r.* des manifestations. Textes et résumés des communications, Dijon, Association bourguignonne des sociétés savantes, 1955, 128 p.
 - « Les débuts des abbayes cisterciennes dans les anciens pays bourguignons, comtois et romands », dans *Mémoires de la Société pour l'histoire du droit des anciens pays, bourguignons, comtois et romands*, 15^e fasc., 1953-221 (t.à.p. Dijon, 1955, 175 p.).
 - *Mélanges Saint Bernard*, Dijon, Association des Amis de saint Bernard, 1954, 435 p.
- Tournus**, 1954, *c.-r. et communications*, Tournus, 1959, 55 p. ronéot.

- Tonnerre**, 1955, *c.-r. et communications*, Tonnerre, 1957, 50 p. ronéot.
- Chaumont**, 1956, non publié.
- Châtillon-sur-Seine**, 1957, Châtillon-sur-Seine, Société archéologique et historique de Châtillon, 1958, 149 p. + 19 pl.
- Clamecy**, 1958, *c.-r. et communication*, Dijon, Association bourguignonne des sociétés savantes, 1959, 76 p. ronéot.
- Avallon**, 1959, *Centenaire de la Société d'études d'Avallon*, 1859-1959, Avallon, 1960, 188 p.
- Auxerre**, 1960, *L'Abbé Lebeuf. Le Jansénisme*, Auxerre, Société des Sciences historiques et naturelles de l'Yonne, t. 92, 1938, l'Yonne, 1962, 342 p.
- Charolles**, 1961, Dijon, Association bourguignonne des sociétés savantes, 1961, 65 p. ronéot.
- Dijon**, 1962, *Actes du Congrès Estaunié-Lacordaire*, Dijon, 1965, 278 p. (*Mémoires de l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Dijon*, t. 115, 1965).
- Mâcon**, 1963, *c.-r. et communications*, Mâcon, 1966, 170 p.
- Bourg-en-Bresse**, 1964, *c.-r.* dans *Annales de la Société d'émulation de l'Ain*, t. 68, 1964, 110 p. (t.à.p. Bourg, 1967, 110 p.).
- Fontaine-Française**, 1965, *communications*, Dijon, Association bourguignonne des sociétés savantes, 1966, 82 p.
- Verdun-sur-le Doubs**, 1966, *Recueil de travaux concernant Verdun-sur-le-Doubs et la région verdunoise*, Dijon, Association bourguignonne des sociétés savantes, 1968, 132 p.
- Langres**, 1967, *Actes du 38^e congrès* de l'Association bourguignonne des sociétés savantes, Langres, 1969, 248 p. *Bulletin de la Société historique et archéologique de Langres*, t. 15, n° spécial.
- Toucy**, 1968, *La Puisaye*, Toucy, Association d'études et de recherches du Vieux Toucy, 1968, 284 p.
- Autun**, 1969, *Communications présentées au 40^e congrès*, Autun, Société éduenne, 1971, 196 p.
- Auxerre**, 1970, *Marie-Noël. L'Yonne de 1865 à 1875*, Auxerre, Société des sciences de l'Yonne, 1971, 262 p.
- Chalon-sur-Saône**, 1971, *Communications présentées au 42^e congrès...*, Chalon-sur-Saône, 1972, 175 p. (*Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Chalon*, t. 41).
- Gueugnon**, 1972, *c.-r.*, Gueugnon, Les Amis du Dardon, 1973, 70 p.
- Semur-en-Auxois**, 1973, *c.-r.*, Semur, Société des sciences de Semur, 1977, 173 p. ronéot.
- Beaune**, 1974, *c.-r. et communications*, dans Société d'archéologie de Beaune, *Mémoires*, t. 57, 1973-1974, p. 31-192.
- Tournus**, 1975, *Actes du 46^e congrès* de l'Association bourguignonne des sociétés savantes, Tournus, 1976, 166 p. *Bulletin de la Société des Amis des arts et sciences*, t. 74.
- Belley**, 1976, *Actes du congrès*, Belley, Société « Le Bugéy », 1977, 190 p.
- Dijon**, 1977, Colloque, *La Bourgogne : de la Province à la Région*, Dijon, 1977, 199 p. (*Annales de Bourgogne*, t. 49, 1977, fasc. 194-196).
- Nevers**, 1978, *Actes du congrès* de l'Association bourguignonne des Sociétés Savantes, Nevers, Société académique du Nivernais, 1979, 199 p.
- Mâcon**, 1979, *Actes du 49^e Congrès*, t. 1 : *Quatrièmes journées européennes d'études lamartinien-*
nes, Mâcon, Académie de Mâcon, 1980, 203 p. ; t. 11 : *Val de Saône*, 248 p.
- Montbard**, 1980, *Actes du Congrès de Montbard*, Montbard, Amis de la Cité de Montbard, 1981, 128 p.
- Vézelay - Avallon - Château-Chinon**, 1981, *Actes du Congrès*, Dijon, Association bourguignonne des sociétés savantes, 1982, 279 p.

- Le Creusot**, 1982, *Actes du Congrès*, Dijon, Association bourguignonne des sociétés savantes, 1983, 214 p.
- Nevers**, 1983, *Actes du Congrès*, Dijon, Association bourguignonne des sociétés savantes, 1985, 164 p.
- Langres**, 1984, *Actes du Congrès*, Dijon, Association bourguignonne des sociétés savantes, 1986, 296 p.
- Villeneuve-sur-Yonne**, 1985, *Actes du Congrès : Archéologie et folklore du Nord de l'Yonne*, Association bourguignonne des sociétés savantes, 1986, 290 p. ; *Actes du colloque Joseph Joubert*, Ibid., 1986, 162 p.
- Autun**, 1986, *Actes du Congrès*, Dijon, Association bourguignonne des sociétés savantes, 1990, 87 p.
- Semur-en-Auxois**, 1987, *Actes du Congrès*, Dijon, Association bourguignonne des sociétés savantes, 1989, 149 p.
- Beaune**, 1988, *Actes du Congrès*, Dijon, Association bourguignonne des sociétés savantes, 1991, 134 p. ; *Vingt ans d'archéologie en pays beaunois*, Beaune, Centre beaunois d'études historiques, 1991, 182 p.
- Clamecy**, 1989, *Actes du congrès*, Dijon, Association bourguignonne des sociétés savantes, Société scientifique de Clamecy, 1991, 182 p.
- Dijon**, 1990, *Actes du Congrès*, Dijon, Association bourguignonne des sociétés savantes ; Académie des sciences, arts et belles-lettres de Dijon, 1992, 224 p. (*Mémoires de l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Dijon*. t. 131, 1990).

Colloques

1. **Châtillon-sur-Seine**, 1991, *Colloque Saint-Vorles, Actes*, ABSS-Traditions monastiques, 1992, 168 p.
2. **Paray-le-Monial**, 1992, *Pèlerinages, marchés, voies de communication, Actes*, ABSS-Traditions monastiques, 152 p.
3. **Tonnerre**, 1993, *Médecine et soins hospitaliers dans l'histoire de la Bourgogne, Actes*, ABSS-Société d'archéologie et d'histoire du Tonnerrois, 1994, 152 p.
4. **Sens**, 1994, *Deux siècles de sociétés savantes, Actes*, ABSS-Société d'archéologie, Sens, 1996, 180 p.
- 5 **Dijon**, 1995, « *Henri IV et la Bourgogne* », à l'occasion du 400^e anniversaire de la bataille de Fontaine-Française, *Actes*, ABBS-Académie des sciences, arts et belles-lettres de Dijon, 1996, 75 p.
6. **Joigny**, 1996, *Villes et communes des origines au XIX^e siècle, Actes*, ABSS et Association culturelle et d'études de Joigny, 1997, 204 p.
7. **Mâcon**, 1997, *Commerce, transports, communications, Actes*, ABSS-Académie de Mâcon, 1998, 140 p.
8. **Auxerre**, 1998, *Les Bourguignons et le Levant, Actes*, ABSS-Société des Sciences de l'Yonne, 2000, 368 p.
9. **Nevers**, 1999, *Histoire de l'enseignement, Actes*, ABSS-Amis du musée nivernais de l'Éducation, 2001, 226 p.
10. **Langres**, 2000, *Fêtes et jeux entre Saône et Meuse, Actes*, ABSS-Société historique et archéologique de Langres, 2003, 296 p.

Annie Bleton-Ruget

Annie Bleton-Ruget est maître de conférences honoraire d'histoire contemporaine à l'université de Bourgogne. Elle est vice-présidente de l'écomusée de La Bresse bourguignonne. Spécialiste du monde rural du XVIII^e siècle à nos jours, ses travaux les plus récents portent sur la construction historique des territoires. Elle a notamment publié *Pays et territoires, De Vidal de la Blache aux lois d'aménagement et de développement du territoire* (EUD, 2002) et *Le temps des sciences humaines. Gaston Roupnel et les années trente*, avec Philippe Poirrier (Editions Le Manuscrit, 2006).

Philippe Poirrier

Philippe Poirrier est professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Bourgogne et membre du Centre Georges-Chevrier (UMR n° 5605 du CNRS). Il est responsable du pôle « Patrimoines » de la Maison des sciences de l'Homme de Dijon. Ses recherches actuelles portent sur l'histoire des politiques publiques de la culture et sur l'histoire des sciences sociales. Il a notamment publié *Les Enjeux de l'histoire culturelle* (Seuil, 2004).